

## TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos .....	III
Auteurs .....	V
Table des matières .....	TM-1
Textes législatifs	
• Table des matières .....	L-1
• Charte des droits et libertés de la personne, RLRQ, c. C-12 .....	L-3
• Charte canadienne des droits et libertés, L.R.C. (1985), App. II, n° 44 ..	L-39
• Loi canadienne sur les droits de la personne, L.R.C. (1985), c. H-6 .....	L-49

### PARTIE I

#### OBJET ET PRINCIPES

<b>Chapitre 1- Introduction</b> .....	I/1-3
A - L'applicabilité des lois en matière de droits de la personne .....	I/1-3
a) La <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> .....	I/1-53
b) La <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> .....	I/1-105
c) La <i>Charte des droits et libertés de la personne</i> .....	I/1-155
B - Les principes d'application et d'interprétation .....	I/1-205
<b>Chapitre 2- Les limites raisonnables</b> .....	I/2-1
A - Introduction .....	I/2-1
B - Quelques arrêts incontournables en relations du travail .....	I/2-53
<b>Chapitre 3- La compétence des tribunaux administratifs</b> .....	I/3-1
A - L'interprétation et l'application de la charte .....	I/3-1
a) Historique .....	I/3-1

b) <i>Parry Sound</i> . . . . .	I/3-55
c) La compétence concurrente . . . . .	I/3-107
B - Le pouvoir de réparation . . . . .	I/3-159
C - La norme de contrôle sur des questions de charte . . . . .	I/3-213

## PARTIE II

### LE DROIT À L'ÉGALITÉ

<b>Chapitre 4- La discrimination et les sources juridiques du droit à l'égalité.</b> . . . . .	II/4-3
--	--------

A - Les principes directeurs du droit à l'égalité . . . . .	II/4-3
a) La discrimination et les motifs illicites . . . . .	II/4-53
b) Les dispositions particulières en matière d'emploi . . . . .	II/4-105
c) L'interprétation cohérente des lois sur les droits de la personne . . . . .	II/4-157
B - La preuve . . . . .	II/4-207
a) La contestation de dispositions législatives en vertu du droit à l'égalité . . . . .	II/4-207
b) La contestation d'une mesure ou d'un acte de nature privée en vertu du droit à l'égalité . . . . .	II/4-259
c) Les deux types de discrimination . . . . .	II/4-311
i) <i>Exemples de discrimination directe dans le milieu de l'emploi</i> . . . . .	II/4-363
ii) <i>Exemples de discrimination indirecte dans le milieu de l'emploi</i> . . . . .	II/4-413

<b>Chapitre 5- La défense de l'exigence professionnelle justifiée</b> . . . . .	II/5-1
---	--------

A - Le cadre législatif . . . . .	II/5-1
B - Les principes de l'exigence professionnelle justifiée dans l'arrêt <i>Meiorin</i> . . . . .	II/5-53
a) Un but rationnellement lié à l'exécution du travail . . . . .	II/5-105
b) La bonne foi . . . . .	II/5-159
c) L'obligation d'accommodement raisonnable . . . . .	II/5-201
i) <i>Les obligations de l'employeur</i> . . . . .	II/5-251
ii) <i>Les obligations du syndicat</i> . . . . .	II/5-305

iii) <i>Les obligations de l'employé</i> .....	II/5-415
iv) <i>La contrainte excessive</i> .....	II/5-467
v) <i>La renonciation à la défense d'E.P.J. dans la convention collective</i> .....	II/5-523
vi) <i>Les conséquences du rejet de la défense d'E.P.J.</i> .....	II/5-573
<b>Chapitre 6- Les motifs illicites de discrimination</b> .....	II/6-1
A - La race, la couleur, l'origine ethnique ou nationale .....	II/6-1
a) La discrimination dans l'accès à l'emploi .....	II/6-53
b) La discrimination en cours d'emploi .....	II/6-107
B - Le sexe .....	II/6-163
a) La discrimination dans l'accès à l'emploi .....	II/6-213
b) L'exigence relative au sexe des candidats dans les établissements de santé et services sociaux .....	II/6-267
i) <i>La force physique.</i> .....	II/6-317
ii) <i>Le modèle parental ou l'image thérapeutique.</i> .....	II/6-369
iii) <i>Le respect de l'intimité des usagers.</i> .....	II/6-421
c) La discrimination en cours d'emploi .....	II/6-477
i) <i>La convention collective et les politiques internes</i> .....	II/6-531
ii) <i>Les dispositions législatives</i> .....	II/6-583
C - La grossesse .....	II/6-635
a) La discrimination dans l'accès à l'emploi .....	II/6-687
b) La discrimination en cours d'emploi .....	II/6-741
i) <i>La discrimination relative aux avantages sociaux.</i> .....	II/6-741
ii) <i>L'obligation d'accommodement de l'employeur</i> .....	II/6-795
iii) <i>La cessation d'emploi.</i> .....	II/6-847
D - L'orientation sexuelle .....	II/6-897
E - L'état civil .....	II/6-951
a) La qualification de l'état civil. ....	II/6-1001
i) <i>L'état familial</i> .....	II/6-1001

ii) <i>L'état matrimonial</i> . . . . .	II/6-1055
b) La discrimination dans l'accès à l'emploi . . . . .	II/6-1107
i) <i>La possibilité de conflit d'intérêts</i> . . . . .	II/6-1157
ii) <i>Autres motifs</i> . . . . .	II/6-1211
c) La discrimination en cours d'emploi . . . . .	II/6-1261
i) <i>La possibilité de conflit d'intérêts</i> . . . . .	II/6-1261
ii) <i>Autres motifs</i> . . . . .	II/6-1313
iii) <i>La clause de convention collective ayant un effet discriminatoire</i> . . . . .	II/6-1365
F - L'âge . . . . .	II/6-1415
a) La discrimination dans l'accès à l'emploi . . . . .	II/6-1467
b) La discrimination en cours d'emploi . . . . .	II/6-1521
i) <i>Avant l'atteinte de l'âge de la retraite</i> . . . . .	II/6-1521
ii) <i>Une fois l'âge de la retraite atteint</i> . . . . .	II/6-1573
c) La cessation d'emploi et la mise à la retraite . . . . .	II/6-1625
i) <i>La mise à la retraite obligatoire</i> . . . . .	II/6-1625
ii) <i>La cessation d'emploi</i> . . . . .	II/6-1679
iii) <i>Le décès</i> . . . . .	II/6-1731
<b>Chapitre 7- Les motifs illicites de discrimination (suite)</b> . . . . .	II/7-1
A - La religion . . . . .	II/7-1
a) La discrimination dans l'accès à l'emploi . . . . .	II/7-55
b) La discrimination en cours d'emploi . . . . .	II/7-107
B - Les convictions politiques . . . . .	II/7-161
a) La notion de « convictions politiques » . . . . .	II/7-213
b) La discrimination dans la relation d'emploi . . . . .	II/7-265
C - La langue . . . . .	II/7-317
D - La condition sociale . . . . .	II/7-371
a) La notion de « condition sociale » . . . . .	II/7-423

b)	La discrimination dans la relation d'emploi . . . . .	II/7-477
E -	Le handicap . . . . .	II/7-529
a)	La notion de « handicap » en bref . . . . .	II/7-581
b)	Classification de la jurisprudence sur la notion de « handicap » . . . . .	II/7-633
c)	L'exigence professionnelle justifiée . . . . .	II/7-689
i)	<i>La discrimination dans l'accès à l'emploi</i> . . . . .	II/7-739
ii)	<i>La discrimination en cours d'emploi</i> . . . . .	II/7-803
F -	La culpabilité à une infraction. . . . .	II/7-883
a)	Le pardon. . . . .	II/7-935
b)	Les personnes visées . . . . .	II/7-987
c)	Les mesures visées . . . . .	II/7-1041
d)	L'absence du travail . . . . .	II/7-1095
i)	<i>L'octroi d'un congé sans solde</i> . . . . .	II/7-1149
ii)	<i>L'obligation d'accommodement</i> . . . . .	II/7-1201
e)	Le lien avec l'emploi . . . . .	II/7-1253
i)	<i>La détermination du lien avec l'emploi</i> . . . . .	II/7-1253
ii)	<i>Le préjudice subi</i> . . . . .	II/7-1313
iii)	<i>La suspension pour enquête</i> . . . . .	II/7-1365
iv)	<i>Le risque de récidive</i> . . . . .	II/7-1419
v)	<i>L'obligation d'accommodement</i> . . . . .	II/7-1471
f)	La discrimination dans l'accès à l'emploi . . . . .	II/7-1523
G -	Le salaire . . . . .	II/7-1575
a)	La législation . . . . .	II/7-1575
b)	La discrimination . . . . .	II/7-1631
	<b>Chapitre 8- Le harcèlement discriminatoire</b> . . . . .	II/8-1
A -	Les protections contre le harcèlement discriminatoire . . . . .	II/8-1
B -	Le harcèlement sexuel . . . . .	II/8-57
a)	La définition du harcèlement sexuel. . . . .	II/8-57

i)	<i>Le « chantage au travail »</i> . . . . .	II/8-109
ii)	<i>Le milieu de travail hostile</i> . . . . .	II/8-161
b)	Les caractéristiques du harcèlement sexuel. . . . .	II/8-213
i)	<i>Les manifestations d'une conduite à connotation sexuelle</i> . . . . .	II/8-265
ii)	<i>La conduite vexatoire ou non-désirée</i> . . . . .	II/8-317
iii)	<i>L'effet continu de la conduite reprochée</i> . . . . .	II/8-371
C -	Le harcèlement racial. . . . .	II/8-425
a)	La définition du harcèlement racial. . . . .	II/8-425
b)	Une conduite vexatoire ou non-désirée . . . . .	II/8-477
c)	Une conduite répétitive ou des gestes graves . . . . .	II/8-529
D -	La responsabilité des acteurs impliqués. . . . .	II/8-581
a)	La prohibition d'un recours civil en cas de lésion professionnelle . . . . .	II/8-581
b)	La responsabilité du harceleur . . . . .	II/8-635
c)	La responsabilité de l'employeur . . . . .	II/8-689
i)	<i>La responsabilité légale de l'employeur</i> . . . . .	II/8-689
ii)	<i>La politique contre le harcèlement</i> . . . . .	II/8-745
iii)	<i>Le traitement des plaintes</i> . . . . .	II/8-797
iv)	<i>Les recours de l'employeur</i> . . . . .	II/8-849
d)	L'implication du syndicat . . . . .	II/8-903
e)	La poursuite pour atteinte à la réputation. . . . .	II/8-955

### PARTIE III

#### LE DROIT À L'INTÉGRITÉ DE SA PERSONNE

<b>Chapitre 9-</b>	<b>Les examens médicaux</b> . . . . .	III/9-3
A -	Les formulaires et les examens médicaux pré-embauche . . . . .	III/9-55
a)	Les droits fondamentaux des employés . . . . .	III/9-55
b)	L'évaluation de l'aptitude du candidat à effectuer les tâches requis . . . . .	III/9-107

c)	Certaines modalités relatives aux examens médicaux pré-embauche .....	III/9-163
B -	Les examens médicaux en cours d'emploi .....	III/9-217
a)	Les sources de droit .....	III/9-269
i)	<i>La loi</i> .....	III/9-269
ii)	<i>La convention collective</i> .....	III/9-321
iii)	<i>La pratique établie</i> .....	III/9-375
iv)	<i>Le droit de gérance</i> .....	III/9-427
b)	Les examens périodiques .....	III/9-479
c)	Le retour au travail .....	III/9-531
d)	La promotion ou l'affichage de nouveaux postes .....	III/9-587
e)	Les motifs sérieux .....	III/9-639
i)	<i>L'absence de la personne salariée</i> .....	III/9-691
ii)	<i>Le comportement de la personne salariée</i> .....	III/9-743
iii)	<i>Autres motifs</i> .....	III/9-795
<b>Chapitre 10-</b>	<b>Les tests de dépistage</b> .....	III/10-1
A -	Les cadres législatifs et jurisprudentiels relatifs aux tests de dépistage ..	III/10-53
a)	Les droits fondamentaux des employés .....	III/10-53
b)	Le droit de l'employeur d'exiger un test de dépistage .....	III/10-107
i)	<i>Le droit de gérance</i> .....	III/10-159
ii)	<i>La démarche fondée sur les droits fondamentaux</i> .....	III/10-211
iii)	<i>La démarche fondée sur le droit à l'égalité</i> .....	III/10-263
B -	Les modalités des tests de dépistage .....	III/10-317
a)	La nature des tests de dépistage .....	III/10-317
i)	<i>Les tests de dépistage reconnus par la Cour suprême</i> .....	III/10-317
ii)	<i>Les tests de dépistage pré-embauche</i> .....	III/10-369
iii)	<i>Les tests de dépistage aléatoires</i> .....	III/10-421
b)	Les circonstances justifiant les tests de dépistage .....	III/10-473

i) <i>Les postes à risque</i> . . . . .	III/10-473
ii) <i>Le comportement du salarié</i> . . . . .	III/10-533
iii) <i>La réintégration conditionnelle et les ententes de dernière chance</i> . . . . .	III/10-585
<b>Chapitre 11- La vaccination</b> . . . . .	III/11-1
<b>Chapitre 12- Les données biométriques</b> . . . . .	III/12-1

**PARTIE IV**

**LE DROIT À LA VIE PRIVÉE**

<b>Chapitre 13- La notion de vie privée</b> . . . . .	IV/13-3
A - Définition et exemples . . . . .	IV/13-3
B - L'admissibilité de la preuve et l'article 2858 C.c.Q. . . . .	IV/13-59
a) Conditions d'application de l'article 2858 C.c.Q. . . . .	IV/13-113
i) <i>Atteinte aux droits et libertés fondamentaux</i> . . . . .	IV/13-113
ii) <i>La déconsidération de l'administration de la justice</i> . . . . .	IV/13-165
b) Cas d'espèce . . . . .	IV/13-217
<b>Chapitre 14- La fouille</b> . . . . .	IV/14-1
A - Introduction . . . . .	IV/14-1
B - Le droit de fouille en présence d'autorisation explicite . . . . .	IV/14-55
C - Le droit de fouille en l'absence d'autorisation explicite . . . . .	IV/14-107
a) La pratique établie . . . . .	IV/14-159
b) Les motifs sérieux . . . . .	IV/14-211
c) La nature de l'entreprise . . . . .	IV/14-265
D - La procédure de fouille . . . . .	IV/14-317
E - Les mesures en cas de refus de l'employé de se soumettre à la fouille demandée par l'employeur . . . . .	IV/14-371
<b>Chapitre 15- La surveillance</b> . . . . .	IV/15-1
A - La vidéo . . . . .	IV/15-1

a)	Principes généraux . . . . .	IV/15-1
b)	La surveillance des lieux de travail . . . . .	IV/15-55
i)	<i>Cas où la surveillance a été permise . . . . .</i>	IV/15-107
ii)	<i>Cas où la surveillance n'a pas été permise . . . . .</i>	IV/15-163
c)	La surveillance à l'extérieur des lieux de travail . . . . .	IV/15-215
i)	<i>Principes généraux . . . . .</i>	IV/15-215
ii)	<i>La surveillance pour des motifs autres que médicaux . . . . .</i>	IV/15-267
iii)	<i>La surveillance pour des motifs médicaux . . . . .</i>	IV/15-321
iv)	<i>La gestion de la preuve vidéo . . . . .</i>	IV/15-375
B -	La surveillance internet . . . . .	IV/15-429
C -	Les enregistrements mécaniques . . . . .	IV/15-481
a)	Principes généraux . . . . .	IV/15-481
D -	Les photographies . . . . .	IV/15-539
E -	Les enquêtes . . . . .	IV/15-593
F -	Autres . . . . .	IV/15-645
<b>Chapitre 16-</b>	<b>Les renseignements personnels . . . . .</b>	<b>IV/16-1</b>
A -	La cueillette des renseignements . . . . .	IV/16-1
B -	Les renseignements recueillis lors de l'embauche . . . . .	IV/16-55
a)	La protection des employés en vertu de la Charte québécoise . . . . .	IV/16-55
b)	Des cas d'applications . . . . .	IV/16-109
C -	Les renseignements à caractère médical . . . . .	IV/16-165
a)	L'accès par l'employé . . . . .	IV/16-217
i)	<i>Les droits d'accès selon la convention collective ou en fonction d'une pratique établie . . . . .</i>	IV/16-271
b)	L'accès par l'employeur . . . . .	IV/16-323
i)	<i>L'accès en vertu de la loi . . . . .</i>	IV/16-375
ii)	<i>L'accès à la suite d'une renonciation implicite . . . . .</i>	IV/16-429
iii)	<i>L'accès à la suite d'une renonciation explicite . . . . .</i>	IV/16-485

iv) L'accès par le biais d'une expertise . . . . .	IV/16-537
D - Le dossier de l'employé . . . . .	IV/16-591
a) L'accès par l'employé. . . . .	IV/16-643
b) L'accès par les tiers . . . . .	IV/16-697
E - Les références après emploi . . . . .	IV/16-751
<b>Chapitre 17- Le respect de la vie privée des tiers . . . . .</b>	<b>IV/17-1</b>
A - Introduction . . . . .	IV/17-1
B - Les applications . . . . .	IV/17-53
a) Les clients . . . . .	IV/17-53
b) Les autres employés . . . . .	IV/17-111
c) Le huis clos . . . . .	IV/17-165
<b>Chapitre 18- Le polygraphe. . . . .</b>	<b>IV/18-1</b>

**PARTIE V**

**LE DROIT À LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION ET  
À LA LIBERTÉ D'OPINION ET D'EXPRESSION**

<b>Chapitre 19- Le droit à la liberté d'association . . . . .</b>	<b>V/19-3</b>
A - Les balises de la liberté d'association . . . . .	V/19-55
a) Le droit d'association des employés . . . . .	V/19-107
b) Les actions d'un employeur et l'entrave à la liberté d'association . . . . .	V/19-163
c) La violation de la liberté d'association par des syndicats. . . . .	V/19-219
d) Le droit de ne pas s'associer. . . . .	V/19-271
B - Le processus d'accréditation, la négociation collective et les moyens de pression . . . . .	V/19-325
a) Le processus d'accréditation . . . . .	V/19-377
b) La négociation collective . . . . .	V/19-431
c) La grève. . . . .	V/19-489
d) Le piquetage et autres moyens de pression . . . . .	V/19-541

<b>Chapitre 20-</b>	<b>Le droit à la liberté d'opinion et d'expression</b> . . . . .	V/20-1
A -	Les communications dans les relations du travail . . . . .	V/20-53
	a) Les paramètres et les limites de la liberté d'expression et d'opinion en droit du travail . . . . .	V/20-53
	b) L'atteinte à la réputation de l'employeur et la protection de son image . . . . .	V/20-109
B -	L'apparence physique dans le milieu du travail . . . . .	V/20-163
	a) La tenue vestimentaire . . . . .	V/20-217
	b) Les cheveux et la barbe . . . . .	V/20-273
	c) Les bijoux et autres accessoires . . . . .	V/20-329
	d) Les tatouages . . . . .	V/20-383
<b>Chapitre 21-</b>	<b>Le droit à la liberté d'opinion et d'expression dans le cadre d'activités syndicales</b> . . . . .	V/21-1
A -	La liberté d'expression du syndicat et des salariés dans le cadre d'activités syndicales . . . . .	V/21-53
	a) Les communications et les actions visant un représentant de l'employeur . . . . .	V/21-53
	b) Les communications et les actions visant une entreprise . . . . .	V/21-105
	c) Les activités syndicales . . . . .	V/21-161
	d) La liberté d'expression des membres à l'égard d'un syndicat . . . . .	V/21-215
B -	La liberté d'expression de l'employeur dans le cadre d'activités syndicales . . . . .	V/21-267
	a) Les communications orales . . . . .	V/21-319
	b) Les communications écrites . . . . .	V/21-371

**PARTIE VI**

**LE DROIT À LA LIBERTÉ DE SA PERSONNE ET LE DROIT À LA SAUVEGARDE  
DE SA DIGNITÉ, DE SON HONNEUR ET DE SA RÉPUTATION**

<b>Chapitre 22-</b>	<b>Le droit à la liberté de sa personne</b> . . . . .	VI/22-3
A -	Le lieu de résidence . . . . .	VI/22-57
B -	Les politiques anti-tabac . . . . .	VI/22-113

<b>Chapitre 23-</b>	<b>Le droit à la sauvegarde de sa dignité, de son honneur et de sa réputation</b> . . . . .	VI/23-1
A -	L'imposition de mesures administratives et disciplinaires . . . . .	VI/23-55
	a) La négligence dans le processus d'enquête de l'employeur . . . . .	VI/23-55
	b) Le congédiement . . . . .	VI/23-111
	<i>i) La cause du congédiement</i> . . . . .	VI/23-111
	<i>ii) Le congédiement déguisé</i> . . . . .	VI/23-165
	<i>iii) La procédure de congédiement</i> . . . . .	VI/23-217
	c) Les références après emploi . . . . .	VI/23-273
	d) L'interrogatoire . . . . .	VI/23-325
B -	Les conditions de travail . . . . .	VI/23-377
	a) Les propos diffamatoires et discriminatoires . . . . .	VI/23-429
	<i>i) Les propos diffamatoires</i> . . . . .	VI/23-429
	<i>ii) Les propos discriminatoires</i> . . . . .	VI/23-481
	b) Les comportements agressifs ou violents . . . . .	VI/23-533
	c) Le harcèlement discriminatoire, sexuel et psychologique . . . . .	VI/23-585
	d) La surveillance électronique . . . . .	VI/23-641
	e) Les tâches, les conditions et les horaires de travail . . . . .	VI/23-693
C -	Les activités syndicales . . . . .	VI/23-747
	a) Les relations entre les syndiqués et les représentants de l'employeur . . . . .	VI/23-799
	b) Les relations entre le syndicat et ses membres . . . . .	VI/23-853
<b>Chapitre 24-</b>	<b>Les droits et libertés fondamentaux des tiers</b> . . . . .	VI/24-1
A -	Le secteur de la santé et des services sociaux . . . . .	VI/24-53
B -	Les autres secteurs . . . . .	VI/24-109
C -	L'atteinte à la dignité d'un employé causée par un tiers . . . . .	VI/24-161

**PARTIE VII**  
**LES DROITS JUDICIAIRES**

<b>Chapitre 25- Le tribunal impartial et non préjugé</b> . . . . .	VII/25-1
A - La notion de « tribunal indépendant et qui ne soit pas préjugé » . . . . .	VII/25-1
a) La définition de « tribunal » et l'art. 23 de la Charte québécoise . . . . .	VII/25-1
b) L'indépendance d'un « tribunal » . . . . .	VII/25-55
c) L'impartialité d'un « tribunal » . . . . .	VII/25-107
B - Les instances décisionnelles assujetties à la charte en relations du travail . . . . .	VII/25-159
a) L'indépendance institutionnelle . . . . .	VII/25-159
<i>i) L'inamovibilité</i> . . . . .	VII/25-159
<i>ii) La sécurité financière</i> . . . . .	VII/25-213
<i>iii) L'autonomie administrative</i> . . . . .	VII/25-265
b) L'impartialité institutionnelle . . . . .	VII/25-317
C - Les instances décisionnelles non assujetties à la charte en relations du travail . . . . .	VII/25-371
 <b>Chapitre 26- L'audition publique et impartiale et la représentation par avocat</b> . . . . .	 VII/26-1
A - L'équité procédurale . . . . .	VII/26-55
a) Le droit d'être entendu . . . . .	VII/26-107
<i>i) Le droit de présenter sa preuve</i> . . . . .	VII/26-161
b) L'obligation d'agir dans les délais et de faire enquête . . . . .	VII/26-215
c) Les droits non compris dans l'art. 23 de la Charte québécoise . . . . .	VII/26-267
B - Le huis clos et la non-publication . . . . .	VII/26-319
C - L'impartialité et les motifs de récusation des décideurs . . . . .	VII/26-375
a) Les motifs de récusation des décideurs . . . . .	VII/26-427
<i>i) Les conflits d'intérêts</i> . . . . .	VII/26-479
<i>ii) Le comportement du décideur</i> . . . . .	VII/26-533
<i>iii) Autres motifs</i> . . . . .	VII/26-587

iv) <i>La récusation des assesseurs</i> . . . . .	VII/26-641
D - Le droit à la représentation par avocat . . . . .	VII/26-693
INDEX	
• Index analytique . . . . .	IN-1/1
• Index de la jurisprudence . . . . .	IN-2/1
ÉTAT DE PUBLICATION . . . . .	ÉP-1